

N° 0209 du 15 au 21 Mars 2016 - Prix : 250 F CFA

POLITIQUE / OPPOSITION :

Le CAR dans la tourmente, le charisme du leader et la vision du parti au centre des enjeux



Me Yawovi Madji Agboyibo



Me Paul Dodzi Apévon

SANTÉ / Epidémie de la fièvre de Lassa :

La ville de Mango sous haute surveillance, 84 personnes identifiées, un médecin américain évacué d'urgence aux USA



Prof Moustapha Mijiyawa, ministre de la Santé

**POLITIQUE/ UNIVERSITÉ
DU PARTI OBUTS :**
L'élection massive des femmes aux prochaines élections locales préoccupe Agbéyomé Kodjo **P.5**



Agbéyomé Messan Kodjo, pdt de OBUTS

**JUSTICE/AFFAIRE
PASTEUR EDOH KOMI :**
Des organisations de la société civile exigent la libération du leader du MMLK **P.6**



Pasteur Edoh Komi

ECONOMIE NUMÉRIQUE :
Le marché africain des Smartphones va exploser en 2016 **P.4**

EmploiTogo.com
Des annonces, des offres d'emploi, une banque de Cvs, des formations.
Journalemploi.com Tel 22 20 05 53

Météo
Mardi 15 Mars 2016
Matin:
Ciel peu nuageux
24°C
Après-midi:
Ciel peu nuageux
24°C

LES NUMEROS VERT DE L'OTR
POUR SIGNALER TOUT FAIT SUSPECT VEUILLEZ COMPOSER
N° VERT 8280
Anticorruption
POUR TOUT RENSEIGNEMENT INFORMATION OU CONSEIL VEUILLEZ COMPOSER LE
N° VERT 8201
Renseignements
OTR
FEDERER POUR SATISFAIRE

Nuptia
Evenement-ciel

EDITO

TROP FACILE
DE DIFFAMER

IL EST facile, trop facile de diffamer et ensuite de penser faire la paix derrière les rideaux. Lorsqu'on pose un acte, on doit absolument s'attendre à en assumer les conséquences. Si elles sont bonnes, les conséquences en seront positives. Mais si elles sont négatives, on doit également avoir ce courage indien d'en faire les frais.

Car c'est justement trop facile de dénigrer autrui sur la place publique et quelques jours plus tard passer par des raccourcis pour vouloir faire la paix avec ce dernier. C'est lâche et pas du tout courageux.

Ce qui est marrant, c'est que les spécialistes de la diffamation, ne sont pas réceptives lorsqu'on en formule à leur endroit. Ils pestent comme des pestiférés et se débattent comme de beaux diables pour essayer de changer la donne.

Du moment où il n'y a aucune limite à la liberté d'esprit, à la liberté de conscience, nous devons être responsables de nos actes car librement nous les avons posés. Il n'est plus question de se cacher et de demander pardon en OFF lorsqu'autrui se met à son tour à mettre sur la place publique tes sales dossiers, plus nauséabonds les uns comme les autres.

Tachons donc de ne pas diffamer. Trop facile en fin de compte.

Crédo TETTEH

Lutte contre le terrorisme :

Le Togo et le Burkina Faso optent pour les échanges d'informations entre Polices

FACE AU terrorisme menaçant les pays de la sous-région ouest africaine, le Togo et le Burkina Faso ont opté en fin de semaine dernière pour des échanges d'informations entre les polices des deux (2) pays. C'est à travers un accord signé entre les ministres de la sécurité togolais et burkinabé, le colonel Yark Damehame et Simon Compaoré.

Grâce à cet accord, les deux (2) pays voisins vont développer le contrôle des personnes et des biens à leur frontière commune et en cas d'urgence, il n'est plus question d'attendre que la justice se prononce avant que les agents de la sécurité n'agissent.

"Aujourd'hui, notre sous-région est menacée, aucun pays ne peut tout seul régler le problème d'insécurité, nous sommes condamnés à mutualiser nos forces, nos moyens et nos expériences pour venir à bout

de cette situation qui malheureusement secoue notre sous-région. Nous allons développer le contrôle de nos frontières, ce qui se fait déjà à nos frontières, la circulation des hommes et aussi des biens. Nous allons instruire nos éléments, quand il y a urgence, il n'est plus question de saisir la justice, les échanges se feront entre les polices pour gagner du temps", a déclaré devant la presse le ministre Yark.

"L'échange entre nos deux polices doit faire en sorte qu'aucun malfaiteur ne doit trouver refuge au Togo et aucun malfaiteur ne peut commettre une bêtise et venir dormir tranquille au Burkina Faso", a-t-il ajouté.

Le ministre togolais a également profité de l'occasion pour réitérer que Fatou Diendéré, la femme de Gilbert Diendéré, le commandant en chef du Régiment de sécurité présidentielle (RSP) burkinabé, arrêtée pour coup d'Etat contre la Transition



Col Yark Damehame, ministre de la Sécurité et de la Protection civile

il y a quelques mois, ne réside pas au Togo.

"On ne peut pas aujourd'hui vivre en paix avec son voisin et abriter ce qui peut être une menace pour le voisin", a-t-il précisé.

Pour information, le Burkina

Faso a été déjà la cible d'une attaque terroriste en janvier dernier. Splendid Hotel et le café Capuccino en plein cœur de Ouagadougou, ont été attaqués. On a dénombré plusieurs morts dont des expatriés.

Source : ©Afreepress

SANTÉ/ Epidémie de la fièvre de Lassa :

La ville de Mango sous haute surveillance

84 personnes identifiées, un médecin américain évacué d'urgence aux USA

AU MÊME moment où une épidémie de méningite secoue plusieurs localités du Nord-Togo, une autre calamité vient s'y ajouter. Il s'agit d'une épidémie de la fièvre Lassa qui aurait touchés déjà 84 personnes dans la ville de Mango. Selon le ministère de la Santé, les suspects sont sous étroite surveillance.

à quatre semaines qui sévit dans plusieurs pays d'Afrique occidentale : Bénin, Guinée, Liberia, Nigeria, Sierra Leone, notamment. Le virus se transmet à l'homme par contact avec des aliments ou des articles ménagers contaminés par l'urine ou les excréments de rongeurs. La transmission interhumaine et en laboratoire se produit également, en

anti-infectieuse laissent à désirer.

Selon l'agence de presse Reuters, Un médecin américain a été évacué vendredi dernier du Togo vers une salle d'isolement dans un hôpital d'Atlanta où a été traité des malades du virus Ebola.

La fièvre de Lassa est endémique en Afrique depuis de nombreuses années, avec jusqu'à 300.000 infections par an. Parmi les personnes hospitalisées, environ 20 pour cent des cas sont mortels, comparativement à un taux de 70 pour cent pour tous les patients qui attrapent le virus Ebola, qui est

transmis par le sang et les fluides corporels.

Une épidémie de fièvre de Lassa est maintenant en cours au Nigeria, selon l'Organisation mondiale de la santé, et il est en train de se propager vers les pays voisins, y compris le Togo.

Selon une déclaration de l'OMS, 159 cas suspects de fièvre de Lassa et 82 décès ont été signalés entre Août 2015 et Janvier 2016. Certains médias annoncent que 101 personnes sont mortes au mois de Février, indique Reuters.

Koudjoukabalo



Prof Moustapha Mijiyawa, ministre de la Santé

Lassa est une fièvre hémorragique virale aiguë d'une durée d'une

particulier dans les hôpitaux où les mesures de prévention et de lutte

le numéro 1 des annonces au Togo

Achat
Emplois
Véhicules
Vente

Immobilier
Rencontres
Location
Plus...

www.togoannonce.com

En.com
Enzo communication

- EVENEMENTIELS (CONCERTS-ANNIVERSAIRE-MARIAGE ET AUTRES.)
- HOTESSES D'ACCEUIL
- SONORISATION
- REALISATION SPOTS audio-visuels
- PRODUCTION ET PROMOTION artistique
- PROMOTION COMMERCIALE
- COMMERCE IMPORT EXPORT
- SERVICE TRAITEUR (PETIT OU GRAND PUBLIC)

REPORTAGE PHOTO-VIDEO

CONTACTS : 90 10 41 68 / 99 55 26 59 / 22 38 62 62

ENZO COMMUNICATION
E-MAIL: enzocommunication@gmail.com

TOGO EXPRESS

Imprimerie-Sérigraphie-Tampons-Reliure
(Tous travaux d'impression)
Adresse 141, Angle Rue LANDJO (Tokoin Tamé)
A coté du commissariat du 5ème arrondissement
BP : 5022 Lomé Togo
Tél : +228 22 61 46 08 / 23 38 54 11
Fax : +228 22 26 06 02
Cel : +228 90 15 98 06 / 98 10 33 08
Email : togoexpress07@yahoo.fr

LE MEDIUM
Hebdomadaire d'Informations #1

Récapitulé
N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC

Adresse :
893, rue 19 Saint Joseph
01 BP : 450 Lomé
Tél : +228 22 37 86 99
Courriel : lemedium2013@yahoo.fr
Maison de la Presse, Casier N° 78
N°RCCM : TG-LOM 2015A6516
NIF : 1000480972
N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur de la Publication :
CRÉDO ADJÉ K. TETTEH
Directeur de la Rédaction :
Ali SAMBA
Rédaction :
Jacques Komi SOLETE
Crédo TETTEH
Ekoué SATCHIVI
Dodo ABALO
Dezzy HUTCHNER
B. Oguki ATAKPA
Ali SAMBA
Koudjoukabalo
René Beaugars
Infographie : JPB
Crédit photos : Kékéré Razak
Impression : ST Louis,
Doulassamé-LOME Tél : 22 22 10 45
Tirage : 2.500 exemplaires
Distribution : Dodo Abalo (90 97 52 56)

Réclamez tous les mardis
votre hebdomadaire
"Le Médium"
dans les kiosques et chez
vos marchands de journaux.
Prochaine parution
le mardi 22 Mars 2016

POLITIQUE / OPPOSITION :
Le Comité d'Action pour le Renouveau CAR dans la tourmente, le charisme du leader et la vision du parti au centre des enjeux

IL N'Y a plus de doute que les responsables du Comité d'Action pour le Renouveau viennent de franchir le Rubicon dans la crise qui secoue le parti en étalant à la place publique leur profonde divergence quant au devenir de leur formation politique. Il est question aujourd'hui du choix du leader du CAR et de sa vision pour le parti et le combat politique pour le pouvoir. Il semble clair aujourd'hui que Yaovi Agboyibo ne se reconnaisse plus dans la ligne directrice du parti et veuille y apporter un correctif.

En regardant de près la gestion du parti et son aura depuis que Yaovi Agboyibo a laissé les rênes, on peut aisément comprendre que le vieux tente de revenir à la tête de son parti.

Il semble que pour Yaovi Agboyibo, le Comité d'Action pour le Renouveau (CAR) a perdu son âme et les dirigeants actuels manquent de charisme. Pour lui, " le leader du parti politique est un symbole ou devrait l'être ". " Si le terme personnage mythique n'est plus de mode, le concept est toujours là à travers d'autres appellations : personnalité hors pairs, personnalité d'exception, leader charismatique.

Il n'y a pas de parti politique jouissant d'une popularité forte sans un leader qui ait du charisme" écrit Me Yaovi Agboyibo dans son essai " Paramètres humains de l'action politique. Pour la bonne gouvernance en Afrique" éditions L'Harmattan dont nous vous proposons quelques extraits pour mieux comprendre la posture actuel de Yaovi Agboyibo.

La persistance des mythes en politique : les symboles

Le phénomène mythique semble être aujourd'hui relégué au second plan par l'emprise du rationnel. Il n'a pas pour autant disparu tel que défini, c'est-à-dire la projection par les humains d'une puissance sortant de l'ordinaire dans une entité aux fins de vénérer et de s'en servir en retour pour leur survie. Ainsi compris, le



Me Yaovi Madji Agboyibo

mythe est toujours vivace dans les mœurs politiques modernes sous une nouvelle dénomination : les symboles de puissance.

La puissance demeure, hier comme aujourd'hui, le ressort fondamental de la politique. Cette force, l'acteur politique la tient, dans une démocratie, de la confiance que les citoyens lui expriment, notamment à travers le suffrage citoyen est trop ordinaire pour rendre compte de la puissance qu'incarne le leader dans l'imaginaire populaire.

Le citoyen serait le premier à s'étonner d'entendre dire que, parce qu'il lui est conféré le pouvoir de choisir les dirigeants, il jouit d'une primauté institutionnelle par rapport à son leader. Il voit au contraire en celui-ci, un personnage bien au dessus de lui par son charisme, sa fortune, son génie et autres dons relevant du mystère. C'est pour cela qu'il lui voue une admiration qui va au delà du respect ordinaire et tient à ce qu'il soit traité en personnage de premier ordre.

Si par malheur, il vient à s'apercevoir que par des agissements le leader a compromis l'image qu'il se fait de lui, la déception s'ensuit et le lâchage est immédiat. Aussi est il impératif que l'acteur politique fasse tout pour préserver la perception dont il jouit dans l'imaginaire popu-



Me Paul Dodzi Apévon

laire. Il ne peut y parvenir sans entretenir les symboles de puissance.

Les symboles de puissance du leader politique (...)

L'orientation politique à imprimer à une communauté humaine vient, dans la conception messianique du pouvoir, de la personne qui a reçu le don. Ce don n'est pas de la sphère du commun des mortels. Elle confère à la personne une aura qui suscite de l'émerveillement. Il en fait un personnage charismatique.

Dans des contextes sociologiques où les choix politiques continuent à dépendre moins des programmes des partis politiques que des considérations d'ordre personnel, l'aura du leader est d'une importance capitale. Elle peut être affectée par des croyances véhiculées en bien ou en mal autour de sa personne.

Le parti se doit de développer des thématiques de nature à conforter en bien l'aura du leader. Ces thématiques doivent prendre en compte le fait que l'on est désormais dans un environnement moderne où certains clichés traditionnels sont contre-productifs.

Il demeure que des vertus tels que le courage, la lucidité, la fermeté, l'abnégation, l'amour du prochain, le sens du sacrifice, sont des valeurs

par lesquelles des personnages charismatiques s'étaient et continuent de se révéler sous divers cieux. Mais ce ne sont ni les idées, ni les bonnes intentions qui confèrent du charisme. C'est avant tout, les actes par lesquels des personnages se mettent au service de leur peuple et aussi, par les récits qui en compte.

Le parti se ferait du tort à vouloir attendre de ses adversaires des récits à la hauteur des mérites de son leader. Il se ferait également du tort s'il ne sait pas tenir compte des murmures de ses adversaires au sujet du respect dont il entoure le leader. Il doit avoir à l'esprit que la première victoire que recherchent ceux qui combattent une formation politique, c'est d'humilier son leader en le dépouillant de la croyance de l'autorité dont il jouit.

Les symboles de puissance d'un parti

Par delà son leader, un parti est lui-même un symbole en tant qu'il incarne une vision politique pour la prospérité du pays et développe autour de cette vision un réseau de croyants. Si les membres se dévouent pour sa cause, c'est parce qu'ils attendent de lui des réponses à leurs préoccupations. Il lui revient d'éduquer les militants à témoigner de leur foi en lui par le port de ses signes, la participation à ses activités, le paiement des cotisations, etc.

Il doit de son côté témoigner du souci de trouver des solutions aux attentes des militants non seulement par le programme qu'il entend appliquer en accédant au pouvoir, mais aussi par les actions qu'il mène dans l'immédiat pour une répartition équitable des ressources publiques.

Il lui revient de montrer, à travers des manifestations de masse, des messages de qualité, l'enthousiasme du public à son égard, ses alliances internes ou extérieures, qu'il est une puissance sur laquelle les populations peuvent compter pour leur salut.

Le symbolisme politique au service de la lutte pour le changement

Le peuple togolais a eu à relever sur son parcours historique, des défis d'envergure. Il a mené pour l'indépendance du pays une lutte féroce marquée par des personnages emblématiques.

Ali SAMBA

HALTE AU TRIBALISME :
Ce n'est pas dans tout "gari" qu'on met du sable

DEPUIS UN certain temps, il est fréquent de voir dans les actions et réactions de certains compatriotes des élans et regains de tribalisme.

Pour un Oui et pour un Non, on se plait à taxer tout et toute action humaine de souche tribaliste. Si on peut dire que certains le feraient sans en mesurer la juste ampleur, il n'est aucune excuse pour des leaders d'opinion de s'aventurer sur ce terrain. Pour des raisons inavouées, pour des questions de jalousie et d'envie.

Mais là où le bât blesse, c'est le fait de voir que mêmes des journalistes, sensés bannir ces comportements qui malheureusement s'y adonnent.

Parce qu'on n'aime pas Koffi ou Kpatcha, il faut forcément voir

dans leur réussite un coup de main de Afi ou Mazalo. Bien plus si Adje réussit son affaire, c'est sûrement Têlé qui lui donne les moyens de sa politique.

Si le bas peuple peut mener ces réflexions, on ne saurait trouver des excuses pour le leader d'opinion qu'est et demeure le journaliste dans la Cité.

En agissant ainsi le journaliste qu'il est, passe carrément à côté de sa mission principale qui est d'éduquer, de former le commun des mortels.

C'est très dangereux qu'un journaliste puisse se rabaisser ainsi et s'adonner à ces genres de pratiques oubliant qu'il suffit d'une petite allumette pour mettre le feu à une forêt, à un pays.

Pensant faire du mal ou causer du tort à Kokouvi, on se déverse

sans le savoir dans le feu de tribalisme.

Il sied que nous journalistes, nous jouions véritablement notre rôle social sans verser dans des futilités, des discussions de peu d'importance et nous ridiculiser ainsi. Il serait préférable de se rapprocher d'autrui pour apprendre de lui, de sa réussite que de se mettre à le vilipender, à le salir, à le traiter de tous les noms d'oiseau bref à voir dans son émancipation un coup de main tribaliste. C'est vraiment indigne d'un leader d'opinion, d'un journaliste.

On a souvent tendance à oublier qu'en s'abaissant pour regarder le derrière du prochain, on expose son propre derrière à la vue publique.

Ainsi, ce n'est pas dans tout gari qu'on met du sable. On risque de se faire bruler amèrement.

lemedium2013@yahoo.fr

LES FEMMES POUR UNIR EN MODE RÉOLUTION DES CONFLITS À DAPAONG

La section Dapaong (600 km au nord de Lomé) de la Convention des femmes pour l'Union pour la République (CFU), une association de femmes qui soutiennent la politique du chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, a organisé ce week-end à l'endroit des femmes de cette localité une conférence.

Placée sous le thème : " implication des femmes dans la résolution des conflits et le maintien de la paix ", cette initiative s'inscrit dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de la femme dont le thème national : " droits égaux, opportunités égales pour un Togo émergent d'ici 2030 ".

" Cette conférence pour entretenir les femmes et leur donner des informations et motiver les femmes pour leur implication dans la vie publique. L'information clé que la CFU a donné à ses membres au niveau régional, c'est que les femmes doivent davantage s'impliquer dans la gestion des conflits pour le maintien de la paix. La région des Savanes regorge des populations paisibles, accueillantes mais les conflits minent de plus en plus notre société. Le chef de l'Etat a besoin de la paix pour le développement du pays. Nous voulons maintenir la paix pour qu'il puisse aller de l'avant dans son projet de société ", a déclaré Christine Dame, Secrétaire de la CFU Savanes.

Cette conférence a été précédée des cultes des musulmans et des chrétiens catholiques et protestants.

Source : @Afreepress

TOGO : E-VILLAGE POUR SÉCURISER LE TERRITOIRE, PRÉVENIR ET GÉRER DES RISQUES

Le conseil des ministres du 11 mars 2016 a suivi une communication conjointe du ministère de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités Locales, et des Postes et de l'Economie Numérique sur la mise en place du projet " e-village ".

L'initiative " qui vise à doter tous les chefs de canton et de village (soit près de 4000 personnes environ) du Togo, d'un téléphone portable, d'une carte SIM et d'un crédit téléphonique mensuel ", doit permettre de sécuriser le territoire, prévenir et gérer des risques (sanitaires, catastrophiques...), déployer différents outils de suivi et de gestion de l'Etat civil, des naissances, des mariages, décès...



Le chef de l'Etat, Faure Gnassingbé

L'objectif de ce projet est de rapprocher la plus petite unité administrative du pays, qu'est le village, de l'administration centrale, en renforçant la communication et les échanges d'informations, en vue de permettre une meilleure efficacité dans la gestion et la fourniture du service aux citoyens.

Au-delà de la possibilité pour les chefs de village ou de canton de communiquer en cas d'alerte et de la possibilité pour l'administration centrale de les joindre rapidement à tout moment, " e-village " est un outil efficace de sondage et de collecte de données. De nombreuses initiatives sont menées par les autorités togolaises ces dernières années pour moderniser l'Administration avec un important chantier de mise en place d'une Administration électronique.

" E-village " dont le déploiement sera conduit par l'institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED), a vocation à renforcer la participation des acteurs à la base, aux efforts de développement du gouvernement.

Source :

Zozo

**ECONOMIE : LA BRVM OUVRE GRANDE-
MENT SES PORTES AU GRAND PUBLIC
CE MARDI À LOMÉ**

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) en coopération avec l'antenne togolaise de la Bourse, ouvrira ses portes au grand public mardi à Lomé, événement placé sous le thème "Finançons la croissance des pays de l'UEMOA".

Cette journée, portes ouvertes aura pour cadre, le siège de la banque panafricaine Ecobank à Lomé. Ce grand rendez-vous vise à faire la promotion de la bourse et à vulgariser la culture boursière au sein des pays de l'Union.

Au menu de cette journée portes ouvertes, plusieurs activités : un mini-salon d'expositions, des ateliers thématiques et le Media day, un mini-concours visant à inciter les professionnels des médias à s'intéresser au marché financier sous régional etc... Il est également prévu une table-ronde sur "le rôle du marché régional dans le financement et le développement des économies de l'UEMOA", ainsi que des ateliers thématiques sur des sujets tels que le financement de l'entreprise par la bourse, le placement de l'épargne en bourses et la culture boursière.

Précisons que la BRVM – qui a démarré ses activités le 16 Septembre 1998 – est un marché financier unique, organisé et commun à l'ensemble des pays de l'Union Economique Monétaire Ouest-Africain (UEMOA), développé pour favoriser les échanges commerciaux et renforcer l'intégration régionale. C'est une société anonyme dotée d'une mission de service public communautaire.

Première bourse africaine en termes de performance des indices en 2015, la BRVM est chargée de l'organisation du marché boursier et de la diffusion des informations boursières au sein de l'UEMOA. Elle regroupe le Bénin, le Burkina Faso, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal, le Togo et la Côte d'Ivoire (où elle a son siège).

Elle est l'unique bourse au monde, commune à huit pays. La BRVM a terminé l'année 2015 avec tous ses indicateurs au vert. Elle est ainsi la bourse la plus performante en Afrique toutes monnaies confondues, CFA, Euro et Dollar américain, avec 17,77 % de progression de son indice Composite. Sa capitalisation a atteint 7500 milliards de FCFA au 31 décembre 2015, soit une progression de 18,67 % par rapport à 2014, consolidant ainsi sa 6ème place sur le continent.

Source : Savoir News

**REPORT DU FORUM SUR L'INVESTISSE-
MENT HÔTELIER**

Le Togo devait accueillir les 5 et 6 avril prochains le Forum africain sur l'investissement hôtelier (AHIF). Mais les organisateurs ont annoncé lundi son report au mois de juin et à une date qui reste à confirmer. 'En raison du retard pris dans les travaux de rénovation, l'hôtel Radisson Blu - 2 février, ne sera pas prêt à temps pour accueillir la manifestation', indique un communiqué de Bench Events.

Source : Savoir News

**PROPRETÉ DE LA VILLE DE
LOMÉ/ABOKA KOSSI : " LE CERCUEIL
N'EST PAS UN BEIGNET "**

Malgré les mises en demeures, les fabricants de cercueils continuent de les exposer aux abords des rues à Lomé. Cette situation a fait réagir le président de la Délégation spéciale de la préfecture du Golfe, Kossi Agbenyega Aboka qui, accompagné d'une équipe, est allé donner un dernier avertissement aux menuisiers à Zanguéra (banlieue au nord de Lomé). Désormais, ils ne pourront plus exposer les cercueils confectionnés en bordure des routes pour attirer de la clientèle. " Le cercueil n'est pas un beignet, ce n'est pas du pain à vendre sur les trottoirs ", a laissé entendre M. Aboka.

" Cela traumatise les populations, lorsqu'elles voient ces cercueils à l'air libre. Nous avons entre temps envoyé des mises en demeure pour demander aux fabricants des cercueils de faire des efforts pour les mettre dans les magasins pour éviter le traumatisme populaire ", a-t-il laissé entendre.

Cette sensibilisation des fabricants de cercueils, selon le président de la Délégation spéciale de la préfecture du Golfe, est le dernier avertissement.

Source : ©Afreepress

ECONOMIE NUMERIQUE :**Le marché africain des Smartphones va exploser en 2016**

UNE ENQUÊTE publiée par cabinet Deloitte indique que le nombre de Smartphones sur le continent africain devrait doubler d'ici à 2017 pour dépasser les 350 millions d'appareils connectés, soit une augmentation de plus de 50%. Cependant le taux de pénétration restera relativement faible et se situera autour de 15 %. L'émergence des Smartphones low-cost, le contexte de croissance économique favorable dans certains pays, la réduction des prix de connectivité et le développement de la couverture haut débit mobile devrait booster le marché africain dans le secteur.

En 2015, dans les pays industrialisés, plus de 85 % des membres les plus jeunes de la génération Y (les 18-24 ans) ans ont eu accès à un PC. En 2016, ils posséderont ou auront l'intention d'acheter un PC, plus que toute autre tranche d'âge. La mort du PC n'advient donc pas avec la génération des 18-24 ans.

En Afrique, bien que la génération Y (celle née entre 1980 et 2000) représente plus de 20 % de la population, la complémentarité entre PC et Smartphone reste limitée en raison du développement plus rapide de l'accès à l'internet mobile que celui du fixe. L'utilisation des équipements d'accès mobiles est ainsi privilégiée, avant même la généralisation des équipements fixes indique Deloitte.

**Le paiement du bout des doigts
prêt à passer à la vitesse supérieure**

Avec un taux d'abandon du panier sans finalisation de la commande pouvant grimper jusqu'à 80 % sur Smartphone, les acteurs du e-commerce ont tout intérêt à favoriser l'adoption des solutions de paiement conçues pour simplifier l'acte d'achat. D'ici à fin 2016, Deloitte estime que le nombre de consommateurs ayant recours à ces solutions devrait croître de 150 % pour atteindre 50 millions d'utilisateurs réguliers à travers le monde.

Sur le continent africain, le fort développement du marché des Smartphones, devant atteindre près de 350 millions d'unités en 2017 ainsi que la généralisation du paiement via le mobile comme principale alternative aux paiements bancaires, favoriseront le développement du e-commerce.

**Smartphones usagés en Afrique
: croissance de la part de marché
des Smartphones d'occasion vendus en Afrique**

En 2016, les consommateurs devraient vendre ou s'échanger entre eux environ 120 millions de Smartphones usagés, générant plus de 17 milliards de dollars US de revenus à leurs propriétaires dans le monde. Ce marché de l'occasion est en forte augmentation comparée aux 80 millions de Smartphones revendus en 2015 pour une valeur de 11 milliards de dollars.

En Afrique, dans un contexte de revenu moyen relativement limité, le prix des Smartphones constitue un facteur clé de l'essor du marché. Le développement du marché de l'occasion participera donc à accroître le



Des appareils Smartphones

taux de pénétration mobile sur le continent. Certains opérateurs se positionnent d'ores et déjà sur ce marché en se lançant dans la commercialisation de Smartphones de seconde main.

Les appareils mobiles : la plateforme par excellence pour les jeux

Les appareils mobiles deviendront la plateforme par excellence pour les jeux en 2016, générant 37 % des ventes et 35 milliards de dollars US de recettes dans le monde, soit une hausse de 20 % par rapport à 2015. Comparativement, les jeux pour ordinateur portatif occuperont 34 % du marché et les jeux pour console 29 %, respectivement en hausse de 5 % et 6 % par rapport à 2015 dans le monde.

En Afrique, l'émergence de nouveaux modèles de Smartphones " low cost " et le développement du marché de l'occasion constituent une réelle opportunité pour l'industrie des jeux qui devrait compter plus de 400 millions d'utilisateurs en 2016. Les géants du secteur considèrent aujourd'hui l'Afrique comme une cible prioritaire et multiplient les partenariats avec les opérateurs mobiles présents sur place. Le développement de cette

industrie offre aussi de réels débouchés pour la jeunesse africaine; on compte aujourd'hui près d'une dizaine d'intégrateurs locaux producteurs de jeux sur mobile.

**De plus en plus de détenteurs de
Smartphones en Afrique ne passeront aucun appel vocal**

Les consommateurs sont de plus en plus nombreux à abandonner la voix au profit de la data. Ainsi, la part de personnes n'ayant passé aucun appel depuis leur Smartphone sur les 7 derniers jours serait passée de 11 % à 23 % ces 4 dernières années. Le phénomène pourrait même s'accroître en 2016. Deloitte prévoit que de plus en plus de détenteurs de Smartphones ne passeront aucun appel vocal au cours d'une semaine donnée.

En Afrique subsaharienne, le taux de pénétration de l'internet mobile est de 20 % et devrait atteindre près de 40 % en 2020 porté par le déploiement des réseaux 3G et 4G et par la baisse du prix des Smartphones, ce qui devrait favoriser la progression des communications data au détriment de la voix, 26 % des détenteurs de Smartphones en Afrique ne passeront aucun appel vocal.

Les appels en 4G ou Wifi montent en puissance

La VoLTE/VoWiFi est une technologie permettant de passer des appels via le réseau 4G/LTE (ou le WiFi) d'un opérateur, sans passer par une application. De plus en plus d'opérateurs dans le monde proposent ce service. Leur nombre devrait atteindre 100 d'ici fin 2016 soit 6 fois plus qu'en début 2015 dans le monde portant le nombre de consommateurs ayant accès à cette technologie (ou à la VoWiFi) à 300 millions.

Le Sud-Africain Vodacom, fort d'une couverture de 40% de la population de son réseau 4G, a été le premier à lancer le service en Afrique. Cette tendance devrait se confirmer dans d'autres marchés relativement matures en matière de technologie tels que le Zimbabwe ou l'Angola et profiter du déploiement des réseaux 4G dans de nouveaux pays. En 2015, 15 nouveaux réseaux 4G ont été déployés dont le lancement des premiers réseaux en Ethiopie, Kenya et Angola.

Partage de photos : vers l'infini et au-delà

En 2016, 2,5 milliards de milliards de photos seront partagées ou stockées en ligne, en augmentation de 15 % par rapport à 2015. En outre, plus de 90 % de ces photos auront été prises sur des Smartphones ; les 10 % restants proviendront d'appareils photo reflex ou numériques, de tablettes ou d'ordinateurs portables.

Le marché africain étant de plus en plus connecté au haut débit mobile, le volume de partage de photos devrait observer une progression exponentielle sur les 3 prochaines années.

Koudjoukabalo

**Droits de l'homme :
Une nouvelle loi sur la CNDH du Togo
adoptée par l'Assemblée Nationale**

Lomé, le 14 mars 2016 - L'Assemblée Nationale a adopté le vendredi 11 mars 2016 la nouvelle loi devant régir la Commission Nationale des Droits de l'Homme. Cette loi intègre le Mécanisme National de Prévention de la torture (MNP) et fait de tous les membres des permanents.

Ils seront désormais neuf (09) membres à siéger au sein de la Commission Nationale des Droits de l'Homme du Togo. Tous permanents, ces membres élus pour un mandat de deux (02) ans renouvelable deux (02) fois, auront la charge de conduire le Mécanisme National de Prévention de la torture (MNP) en plus des missions classiques de promotion et de protection des droits de l'homme généralement dévolues aux Institutions Nationales de Droits de l'Homme (INDH).

La nouvelle loi organique portant Composition, Organisation et Fonctionnement de la Commission Nationale des Droits de l'Homme comporte soixante (60) articles regroupés en sept (07) chapitres.

Avec cette nouvelle loi, les membres seront au nombre de neuf (09),

dont cinq (05) élus par la représentation nationale et quatre (04) nommés par le Chef de l'Etat. La loi prend en compte la question du genre, trois (03) femmes au moins sur les neuf. Elle renforce également le système national de protection et de promotion des droits de l'homme et lutte contre la torture.

Le bureau Exécutif de la nouvelle CNDH intégrant le MNP sera composé de quatre (04) membres dont au moins une femme. Les cinq (05) membres restants seront répartis dans les deux (02) sous commissions ainsi créées, notamment la sous-commission protection et promotion des droits de l'homme, et la sous-commission prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Aux termes de l'article 54 de cette loi, six (06) mois après son entrée en vigueur, il est mis en place une nouvelle Commission.

Pour rappel, le Togo a ratifié le 20 juillet 2010 le Protocole facultatif à la convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (OPCAT). Cette convention impose aux Etats parties de créer un Mécanisme

National de Prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (MNP).

En 2011, le gouvernement du Togo avait décidé d'arrimer le MNP à la Commission Nationale des Droits de l'Homme. Cette nouvelle fonction nécessitait un réexamen de la loi régissant la CNDH afin de la rendre conforme aux nouvelles exigences.

La promotion et la protection des droits de l'homme en vue de la consolidation de la démocratie, de l'Etat de droit et de la paix sont une préoccupation majeure des autorités togolaises.

A ce titre, une attention particulière est accordée à l'institution en charge de cette promotion et protection. Première du genre en Afrique francophone, la CNDH, créée par la loi n°87-09 du 09 juin 1987, avait pour mission essentielle de mener des enquêtes sur les allégations de violation des droits de l'homme, afin de donner des avis susceptibles de guider le gouvernement dans la prise de mesures idoines pour régler les différents cas de violation.

Source : depechedtogo.com

POLITIQUE/ Université du parti OBUTS :

L'élection massive des femmes aux prochaines élections locales préoccupe Agbéyomé Kodjo

A LA clôture de l'Université de OBUTS le weekend dernier à Lomé, le Président du parti a clairement indiqué son choix pour une plus grande représentativité des femmes dans les sphères de décisions politiques au niveau locales.

" La femme a sa place dans la société. Vous qui souffrez et qui endurez des difficultés, Dieu est là pour vous en sortir ", a dit Agbéyomé Messan Kodjo à qui ont été invitées lors de cette rencontre à réfléchir sur l'enjeu de la promotion du leadership féminin à travers la gouvernance locale et l'égalité des genres.

Dans le viseur d'Agbéyomé Kodjo, les prochaines élections locales. Des échéances politiques qui peuvent permettre aux femmes togolaises de briguer des suffrages.

" Nous savons qu'à court terme, nous irons aux élections locales. Nous savons aussi que les femmes sont majoritaires au Togo. Mais à l'Assemblée nationale, au gouvernement et dans les lieux de décisions, les femmes sont sous représentées", a dit Agbéyomé Kodjo se demandant comment faire pour que les femmes soient massivement investies sur les listes des candidats aux prochaines locales et comment faire en sorte qu'elles soient massivement élues, que ce soit au niveau des communes urbaines ou rurales.

C'est donc le but d'une rencontre comme celle de cette université et qui était importante à plusieurs titres : " Pourquoi une université politique ? Parce qu'à l'Université, on apprend beaucoup de choses et au cours de cette journée nous avons appris et compris quels sont les freins réels qui empêchent le leadership féminin au Togo ", a laissé entendre Agbéyomé Kodjo.

Les pesanteurs socioculturelles qui freinent le leadership féminin au Togo, Les mesures incitatives pour une forte participation des femmes aux élections locales et les principaux facteurs de succès pour une gouvernance locale efficace étaient les sous thèmes sur lesquels les délégués à cette Université de Obuts ont débattu.

Ce fut Emmanuel Ayikoué ATAYI qui a développé le thème sur les " facteurs de succès pour une gouvernance efficace au Togo ". D'entrée de jeu, l'orateur s'est interrogé sur les facteurs pouvant mener à l'échec d'un processus de décentralisation. Il a noté qu'il existe plusieurs sources. Parfois, a-t-il fait observer, la population elle-même constitue une source d'échec de la décentralisation par son désintéressement à la chose publique. Il y a aussi le manque de finances ou l'insuffisance des mobilisations des ressources au niveau locale, ajouté à l'incompétence des élus locaux. Il y a également l'absence de textes de loi précisant les modalités de mise en



Agbéyomé Messan Kodjo, président d'OBUTS

œuvre de la décentralisation afin d'éviter des conflits de compétences entre les représentants du pouvoir central et les élus locaux. Il recommande pour cela, le bon fonctionnement des tribunaux administratifs chargés de trancher ces conflits.

Cette 2ème université de OBUTS a pris fin par une déclaration solennelle présentée par Mme Véronique BATALE, présidente en exercice des femmes solidaires du parti OBUTS. L'inégalité du genre, a estimé Mme BATALE, est la " source des problèmes multiformes que rencontre l'humanité toute entière, et en particulier le Togo ". Les participants ont dit avoir noté que " les conditions de la femme togolaise se dégradent avec un taux d'alphabétisation plus faible, une forte mortalité maternelle dans les milieux ruraux, un indice de pauvreté élevé, et un niveau faible de scolarisation ". Ils ont condamné les " conditions fâcheuses que connaissent les fem-

mes, notamment les violences au sein du couple, les mariages forcés et les difficultés liées à la polygamie, et les conséquences des conflits d'application du droit moderne et du droit coutumier dont elles sont victimes ". Ils considèrent que cette " inégalité n'avait aucun fondement ni moral, ni biologique, mais se nourrit d'un carcan réhibitoire des réalités coutumières et traditionnelles qui inhibent la volonté d'émancipation de la femme ".

Des recommandations à l'endroit des décideurs ont été formulées par les participants, notamment :

- Effectivité du financement des partis politiques en activité sur le territoire national, afin qu'ils assument pleinement leur mission de transmission des valeurs citoyennes et républicaines à leurs militantes et militants

- Faire élaborer et adopter une loi portant parité homme/femme dans l'attribution des responsabi-

tés dans l'administration générale, le secteur privé, dans les instances de décisions, et de délibérations à l'instar assemblées nationales, des conseils régionaux et municipaux

- Accorder un bonus financier aux formations politiques qui attribuent dans leurs structures de direction, au moins 30% de postes de responsabilité aux femmes, et soutenir financièrement celles qui constituent des listes paritaires et alternées de candidatures aux prochaines élections locales, et législatives

- Prendre toutes les mesures pour rendre gratuite, à compter de la rentrée académique 2016-2017, la scolarisation de la jeune fille de la maternelle jusqu'à l'obtention du Baccalauréat

- Ordonner une alphabétisation de masse en faveur des femmes rurales et périurbaines avec les outils pédagogiques et des nouvelles technologies de la communication intégrées

- Mettre en place Un Observatoire de la Parité chargé de surveiller l'évolution des rapports sociaux et de faire des propositions idoines aux pouvoirs publics pour rendre effective la parité et la renforcer dans tous les secteurs de la vie publique nationale

- Elaborer une Charte des Femmes destinée à faire la promotion des femmes aux postes de responsabilité

- Encourager le gouvernement à prendre une note directive d'orientation qui assure l'effectivité de l'application de la loi portant parité à tous les niveaux de la hiérarchie administrative, et politique.

Ali SAMBA

Communiqué de la CEDEAO suite à l'attaque terroriste à Grand Bassam en Côte d'Ivoire

LA COMMISSION de la CEDEAO a appris avec une très grande indignation, la nouvelle de l'attaque terroriste perpétrée le 13 mars 2016, à Grand-Bassam, entraînant la mort de plusieurs personnes et occasionnant des blessés.

La Commission et l'ensemble des institutions de la CEDEAO condamnent avec la plus grande fermeté cet acte terroriste et assurent le peuple et le Gouvernement ivoiriens de leur totale solidarité devant cette dure épreuve qui leur est ainsi injustement imposée.



Kadré Désiré Ouedraogo, président de la Commission de la CEDEAO

La Commission de la CEDEAO s'incline avec émotion et respect devant la mémoire des victimes de l'attaque. A l'endroit des familles endeuillées, elle leur adresse ses sincères condoléances.

La Commission de la CEDEAO suit de très près l'évolution de la situation, en rapport avec ses partenaires, de manière à pouvoir apporter aux autorités ivoiriennes tout l'accompagnement et toute la collaboration dont elles pourraient avoir besoin.

Le Président de la Commission de la CEDEAO

Zozo

UNE SECONDE CAMPAGNE DE VACCINATION CONTRE LA MÉNINGITE DÉBUTE À PARTIR DU 17 MARS

230.000 personnes avaient été vaccinées fin février dans les préfectures de anken, Bassar et la Plaine de Mô, régions particulièrement touchées par l'épidémie de la méningite.

A partir du 17 mars, une campagne de vaccination gratuite va se dérouler dans les préfectures de la Kozah, de la Binah et de Cinkassé, où de nouveaux cas de méningite ont été détectés.

Elle est organisée par le ministère de la Santé et de la protection sociale et ses partenaires, notamment l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Plan International Togo et l'Organisation des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

Selon les services sanitaires, la situation s'est nettement améliorée depuis quelques jours et semaines.

Source : @Afrepres

EDUCATION : UN BÂTIMENT SCOLAIRE RÉNOVÉ POUR L'EPP TSIVÉ

L'Ecole Primaire Publique de Tsivé, banlieue nord de Kpalimé (environ 120 km au nord de Lomé) dispose désormais d'un bâtiment rénové, joyau inauguré ce week-end dans le cadre de la semaine du Rotaract.

Cette infrastructure scolaire comprend deux salles de classes d'une capacité de cinquante élèves chacune.

Ce joyau remplace désormais les salles de classes en banco qui exposaient les apprenants et enseignants aux risques d'accident lors des intempéries.

Il permettra ainsi de décongestionner les effectifs pléthoriques des classes et de mettre enseignants et élèves dans des meilleures conditions de travail pour une éducation de qualité.

La cérémonie s'est déroulée en présence d'une délégation de la coordination nationale des clubs Rotaracts du Togo, conduite par sa coordinatrice, Mme Stella Améganvi, des enseignants et parents d'élèves.

Selon Sossou David (président de l'Association des parents d'élèves), la construction de ce bâtiment vient soulager les peines des parents qui à chaque rentrée scolaire, réfectionnent les appâtâmes afin de permettre aux nouveaux élèves de trouver des capacités d'accueil.

Mme Apéyi Lébéné (directrice de l'EPP Tsivé groupe B) a quant à elle, exprimé sa gratitude aux donateurs pour cette action humanitaire qui vient renforcer la capacité d'accueil de l'établissement.

Elle a promis œuvrer pour un bon usage de ce bâtiment afin qu'il profite aux générations futures (...)

Source : Savoir News

PRÉVENTION ET RÉOLUTION DES CONFLITS : 20 FACILITATEURS DE DIALOGUE DE LA RÉGION DES SAVANES EN CONCLAVE À DAPAONG

Vingt facilitateurs de dialogue de la région des Savanes, membres de la Concertation Nationale de la Société Civile (CNSC-Togo) ont entamé ce lundi à Dapaong (environ 664 km au nord de Lomé), une formation de trois jours axée sur la prévention et résolution des conflits, a constaté le correspondant de l'Agence Savoir News. Initiée par la CNSC-Togo avec le soutien financier et technique de la Fondation Hanns Seidel, cette rencontre est placée sous le thème : "Cohésion sociale et paix durable dans les communautés". Ce conclave permettra aux participants d'être mieux outillés sur des notions de prévention et de résolution des conflits, afin d'œuvrer efficacement pour une cohésion sociale et une paix durable dans leur communauté respective.

Les travaux ont été ouverts par le Préfet de Tone M.Tchimbiandja Doufi Yendoukoa, qui a dans son allocution, salué l'initiative : "Je voudrais voir en vous des gens qui arrivent lorsque ça ne va pas, qui parlent et qui se fassent écouter, des gens qui sèment la paix là où ils sont".

M. Ouro Bossi Tchacondoh (formateur et membre du conseil d'administration de la CNSC-Togo), a pour sa part mis l'accent sur l'importance que revêt le thème de cette formation, la 3e du genre depuis 2014.

Source : Savoir News

Zozo

LA LUTTE CONTRE LES ARMES
ILLICITES DANS LE SAHEL AU
CENTRE D'UNE CONFÉRENCE
SOUS RÉGIONALE À LOMÉ

Les officiels de haut rang de six (6) pays du Sahel et des experts d'organisations internationales et agences des Nations Unies tiennent depuis ce lundi à l'hôtel Novela Star à Lomé une conférence sur le projet "Sécurité physique et gestion des stocks au Sahel" (PSSM).

Au cœur de cette rencontre sous régionale organisée par le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique (UNREC), durant les deux (2) jours que vont durer les travaux, les questions soulevées par le manque de contrôle des stocks d'armes gouvernementaux sur la sécurité régionale.

Le projet, selon les informations, vise à contribuer à la sécurité et à la stabilité au Sahel par la prévention du détournement des Armes légères et de petits calibres (ALPC) et munitions détenues par les gouvernements ainsi que leur trafic illicite en fournissant une assistance au six pays que sont le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigeria et le Tchad.

Les pays du Sahel demeurent vulnérables aux effets déstabilisateurs de l'insécurité qui résultent des conflits armés, des activités terroristes et des divers types de trafics illicites. Les récentes crises en Libye, au Mali, dans le nord du Nigeria ou en République centrafricaine ont exacerbé cette situation.

Pour rappel, le Projet "PSSM" a été mis en place en 2014 par une décision du Conseil de l'Union européenne (UE). Le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique (UNREC) a son siège à Lomé et est dirigé par Ige Olatokounbo.

Source : © Afreepress

Justice/Affaire Pasteur Edoh Komi :

Des organisations de la société civile exigent la libération du leader du MMLK

SEIZE (16) Organisations de la société civile (OSC) dont la fédération des travailleurs du bois et de la construction (Ftbc), dénoncent la détention du pasteur et activiste des Droits de l'Homme, Komi Edoh exigent sa remise en liberté immédiate.

Selon le Procureur de la République Blaise Poyodi rencontré par des journalistes de radio Victoire Fm, Edoh Komi est arrêté pour son dernier communiqué publié sur l'affaire Kossiwa Djogbessi, du nom de cette jeune fille dont le corps a été retrouvé dans un puits à Bè Kpota, banlieue Sud-Est de Lomé. Le procureur incrimine également ses déclarations dans ledit dossier.

Les 16 organisations sont signataires d'une déclaration sanctionnant le point de presse dans laquelle elles exigent la "libération immédiate et sans conditions du pasteur Edoh Komi", et demandent aux "autorités en charge de l'affaire Djogbessi Akossiwa d'éclairer l'opinion publique et la famille" sur cette affaire et ceci dans de "brefs délais. "Comment peut-on laisser le vrai criminel qui a assassiné une citoyenne togolaise pour s'acharner contre un défenseur des droits de l'homme?", s'est interrogé à cette occasion, Ayao Gbandou, Secrétaire général de la Fédération des travailleurs du bois et de la construction (Ftbc), signataire du document.

Selon le récit des événements



Pasteur Edoh Komi

rapportés par ces OSC, le président du mouvement Martin Luther King, avait été saisi par la famille de feu Djogbessi Akossiwa, assassinée au quartier Bè Kpota en janvier 2015 par son petit ami, un Nigérian. La famille ayant plus tard appris la remise en liberté de l'inculpé, cherchera à connaître les raisons qui ont motivé cette remise en liberté mais en vain.

A la veille de son arrestation, Edoh Komi et les adhérents et sympathisants du MMLK s'étaient donné rendez-vous devant le ministère de la Justice pour réclamer la vérité dans ce dossier. Il sera appréhendé le lendemain 11 mars pour "outrage à magistrature" et "troubles à l'ordre public".

"Le mal est qu'il n'a jamais cherché à rencontrer les magistrats dans cette affaire pour savoir ce qui est

en liberté.

Selon le procureur, le Nigérian Christian était en visite chez un de ses cousins habitant au quartier Bè Kpota au moment des faits. C'est son hôte qui se serait rendu coupable du crime de sang avant de prendre la fuite vers le Nigéria. Le nommé Christian, selon le procureur aurait été arrêté pour les besoins de l'enquête et aurait pleinement collaboré avec la police ce qui a permis l'extradition vers le Togo du véritable coupable. Il n'y avait plus matière à garder le nommé Christian, a martelé M. Poyodi qui précise les chefs d'accusation portés contre M. Komi.

Le pasteur est accusé d'outrage à magistrat, de diffusion de fausses informations sur les juges et de troubles à l'ordre public. Selon les informations, le pasteur aurait présenté ses excuses à la magistrature en ce qui concerne les chefs d'accusation d'outrage à magistrat.

Koudjoukabalo avec
Afreepress.com

**Rendez vous tous les samedis
soir au Restaurant - Bar
RDV 20/20 sur la route
de Cacaveli.
Entrée libre et gratuite !
Ambiance Orchestre
live - Animation
RDV20/20 à Cacavéli, Lomé.**



ESMC
ENTREPRISE SOCIALE DE MARCHÉ COMMUN
Conseil en Organisation des Affaires Commerciales, Recherche & Développement de logiciels, Exploitation du Progiciel MCNP, Commerce sur Internet
RCCM N° : TG-LOME 2014 B 514 - N°FISCAL 1455870 - N°CNC5 42425

COMMUNIQUE

Dans le cadre de la réalisation et l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) notamment l'objectif 1 : **« éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde »** et l'objectif 8 : **« promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un vrai travail décent pour tous »**, l'Entreprise Sociale de Marché Commun (ESMC) a mis en place l'outil progiciel **MCNP** pour l'exécution de ces ODD à l'horizon 2030.

Pour ce faire un appel à candidature est lancé par l'**ESMC** à toute personne physique pour le recrutement des **« intégrateurs humains sans-laissés-pour-compte »** dont la mission consiste à :

- Exécuter les souscriptions aux Comptes Marchands et aux Bons de Consommation pour soi et pour tiers.
- Exécuter l'activation pour tous (ouverture de Comptes Marchands pour soi et pour tiers).

Conditions à remplir :

- Souscrire soi-même au Compte Marchand et à 10 Comptes pour tiers au montant de vingt-six mille huit cent soixante-quinze francs CFA (26.875 F CFA),
 - Remplir le formulaire de l'offre d'emploi **« d'intégrateurs humains sans-laissés-pour-compte »**,
 - Maîtriser l'outil informatique,
 - Parler couramment le français et une langue de la localité d'affectation,
 - Bien maîtriser la localité d'affectation.
- * **NB : Disposer d'un ordinateur ou d'une tablette, d'une moto avec une visite technique, d'une assurance moto à jour et d'un permis de conduire est un atout majeur.**

L'inscription est ouverte sur le site www.esmcgacsource.com/inscription autonome offreur d'emploi **d'intégrateurs humains sans-laissés-pour-compte.**

Pour d'amples informations et pour la souscription appeler les numéros suivants : + (228) 93 66 62 75 / 96 00 11 85.

ECONOMIE / OTR :

Après la facture normalisée, la quittance sécurisée pour mieux mobiliser les recettes

L'OFFICE TOGOLAIS des Recettes (OTR) ne cesse de dérouler son tapis dans la mobilisation des recettes en limitant justement les éventuelles déperditions de recettes et ainsi pour avoir une meilleure traçabilité de ces recettes.

Après donc l'instauration de la facture normalisée, il est question aujourd'hui de la quittance sécurisée pour mieux mobiliser les recettes. Qu'en est-il au juste de la quittance sécurisée et la motivation de son utilisation ? Avec l'aide du Directeur financier de l'OTR, Monsieur Franck AKAKPO, nous pouvons éclairer la lanterne de nos lecteurs et leur permettre ainsi d'être au même niveau d'information pour mieux agir et réagir positivement.

Précisons que l'Office Togolais des Recettes (OTR) se dote de différents outils permettant de maximiser les recettes nécessaires pour faire face aux besoins nationaux, ces outils ne sauraient en soi atteindre cet objectif de maximisation sans la

contribution et la participation du public dans leur mise en œuvre, nous devons nous approprier ces outils et ainsi contribuer à l'amélioration du système de recouvrement des recettes fiscales et douanières dans notre pays.

Rappelons que la quittance sécurisée est entrée en vigueur depuis le 1er Janvier 2016.

DE LA QUITTANCE SECURISEE ET DE SON UTILISATION

La quittance sécurisée est un reçu de paiement que l'OTR a adopté pour sécuriser la collecte manuelle des recettes fiscales et douanières.

Cette quittance est délivrée pour tout paiement manuel au même titre que les quittances automatiques qui sont délivrées aux contribuables par les systèmes informatiques SYDONIA WORLD et SGIO.

DE SON CHAMP D'APPLICATION

La quittance sécurisée couvre toutes les recettes qui sont col-

lectées manuellement par l'OTR. Elle est donc utilisée pour les collectes qui ne passent pas par les systèmes informatiques de l'Office notamment SYDONIA pour la douane et SGIO pour les impôts.

DE L'UTILISATION DE LA QUITTANCE SECURISEE

Les quittances sécurisées sont regroupées en des carnets de 25 quittances et chaque quittance est constituée de 4 feuillets autocopiants.

L'agent de l'OTR communique au contribuable le montant de la recette manuelle à payer, ce dernier procède au paiement, l'agent remplit la quittance avec les informations du contribuable, la nature de la recette payée, le montant, la date, son nom, sa signature, le bureau de collecte et donne obligatoirement le 1er feuillet muni du code barre et sur lequel est inscrit verticalement et à droite " original au contribuable ".

DU CARACTERE SECURISE

RISE DE LA QUITTANCE

La quittance intègre divers éléments de sécurité, infalsifiables permettant lors de contrôle de déterminer l'authenticité de la quittance. L'un des éléments de sécurité est l'encre thermo chromique à fond bleu dans lequel figure l'inscription " OTR " dans le coin inférieur droit en bas de la quittance.

La vérification de l'authenticité se fait en frottant sur cette partie et quand la partie se chauffe, elle devient blanche. Lorsqu'on laisse refroidir, progressivement, après quelques secondes, la partie redevient normale avec le fond bleu.

En plus de cet élément de sécurité, il en existe plusieurs autres que nous ne sommes pas autorisés à dévoiler.

QUE DIRE DES QUITTANCE ANCIENNEMENT UTILISEES

Toutes les quittances utilisées précédemment dans la collecte manuelle des recettes au sein de l'OTR ne sont plus valides avec l'entrée en vigueur de la quittance

securisée et de ce fait ces anciennes quittances sont retirées systématiquement de la circulation.

DE LA CONTRIBUTION DU PUBLIC ET DES CONTRIBUABLES

Nous devons exiger la délivrance systématique d'une quittance sécurisée lorsque nous payons des droits et taxes manuellement, ceci nous donne une assurance que l'argent payé ira dans les caisses de l'Etat pour couvrir les dépenses publiques et nous protège en cas de contrôle ou d'éventuelles réclamations de l'OTR pour non-paiement de nos droits et taxes.

DU LIEN ENTRE LA FACTURE NORMALISEE ET LA QUITTANCE SECURISEE

Ces deux outils sont complémentaires car elles permettent de mieux mobiliser les recettes en limitant les éventuelles déperditions de recettes et d'avoir une meilleure traçabilité de ces recettes.

La Rédaction



A partir du 1^{er} janvier 2016

EXIGEZ

LA QUITTANCE

SÉCURISÉE

POUR PLUS DE

TRANSPARENCE

DANS LA COLLECTE

MANUELLE DES

RECETTES DE L'ETAT



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg



Nuptia

Evenement-ciel

Organisation de voyage de noces

Reportage photo/vidéo Listes de mariage

Traiteur Dragées Cadeaux

Célébration des naissances

Diners d'affaires

Gala

Petit déjeuner d'affaires

Cocktails
Wedding cake

Fleurs à gogo

Bouquets à domicile

Fêtes à thème

Soirées VIP

Enterrement de vie de jeune fille / garçon

Location de voitures

Mise en beauté
Soins esthétiques

Nie pas jeter sur la voie publique : Nuptia Evenement Ciel.

*Soufflez...
on s'en occupe !*

France:

(+33) 06 23 24 61 30

Togo:

(+228) 90 19 50 80

(+228) 90 20 05 40